

Travaux de la Chambre

M. Baker (Grenville-Carleton): C'est très bien, monsieur l'Orateur. J'ai pris bonne note des remarques de mon collègue et j'ai également observé les visages de l'autre côté de la Chambre. Dans ses remarques concernant le débat sur l'enquête, le ministre a introduit un nouvel élément, si je me souviens bien, et c'est le fait que le débat de l'enquête sur le pipeline pourrait avoir lieu en séries. En d'autres termes, il pourrait y en avoir un maintenant sur le rapport de l'Office national de l'énergie et un autre plus tard sur le rapport Lysyk et le second volume du rapport Berger. C'est quelque chose de nouveau et dont on n'avait pas encore parlé.

Le leader du gouvernement a-t-il l'intention de traiter cette question sous forme de séries de débats? Si telle est l'intention du gouvernement, ce dernier serait-il prêt à la reconsidérer? Il me semble—et je le dis respectueusement—qu'en attendant que tous les rapports aient été présentés, il ne serait pas aussi utile pour la Chambre d'étudier cette question. Le but du débat est d'analyser tout le dossier.

M. MacEachen: Eh bien, monsieur l'Orateur, il est certain qu'un débat s'impose, compte tenu de l'engagement qui a été pris. Je n'ai jamais perdu de vue le fait qu'il serait possible, lorsque l'Office national de l'énergie aurait présenté son rapport, de présenter la motion sur le pipeline figurant au *Feuilleton* et cela donnerait à la Chambre la possibilité d'en discuter pendant une journée. S'il en était ainsi, cela n'exclurait pas l'obligation de tenir un débat final au mois d'août. Sur ce premier point, je ne me fais guère de soucis; peut-être est-il, ou n'est-il pas souhaitable d'avoir un débat sur le rapport de l'Office national de l'énergie. Nous pourrions en décider après avoir reçu le rapport. Mon point de vue personnel est qu'il pourrait être utile de recueillir les différentes opinions à ce moment-là, mais je préfère quand même réserver mon jugement final.

M. Clark: A ce même sujet, monsieur l'Orateur, si le gouvernement estime qu'il lui reste assez de temps pour un débat supplémentaire avant l'ajournement de la Chambre, un premier débat de deux jours sur le pipe-line, j'espère que contrairement à ce que vient de dire le leader du gouvernement de la Chambre, il en trouvera aussi pour prolonger le débat sur l'unité nationale.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Si nous avons le temps, avant l'ajournement, d'entreprendre une série de débats sur le pipe-line, ce n'est pas le temps qui va manquer pendant les jours réservés au gouvernement, pour consacrer plus de huit heures à l'examen du problème urgent de l'unité nationale.

M. Coates: Monsieur l'Orateur, au début de la semaine Votre Honneur a réservé sa décision sur la question de privilège que j'avais soulevée. Je me demandais quand cette décision serait susceptible d'intervenir.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je ne me souviens pas d'autre question de privilège soulevée par le député que celle concernant le député de Comox-Alberni (M. Anderson).

M. Coates: Je veux parler des célébrations qui vont avoir lieu ici, sur la Colline du Parlement le 1^{er} juillet.

[M. MacEachen.]

M. l'Orateur: A l'ordre. Peut-être que si je pousse l'étude du sujet, je pourrai donner à la Chambre une définition exacte de mes fonctions telles que je les conçois. En tout cas, j'avais fait savoir au député et à la Chambre ce à quoi je m'estimais à première vue obligé à cet égard. J'ai dit qu'à mon avis, il n'entre pas dans les attributions de la présidence d'intervenir dans le détail du programme particulier à chaque manifestation qui a lieu dans nos édifices, mais que je m'efforcerais de persuader tout ceux qui organisent des manifestations à l'intérieur et à l'extérieur de ces édifices—et ce n'est pas tout à fait la même chose—que le respect des usages parlementaires qu'on s'en tienne aux motivations les meilleures. J'ai ajouté que je transmettrais ce sentiment au secrétaire d'État (M. Roberts), et c'est ce que j'ai fait. Je m'efforcerai néanmoins de dire en des termes plus précis s'il y a là matière à privilège.

● (1520)

M. Coates: Monsieur l'Orateur, étant donné que rien n'a été fait, à ma connaissance, après que j'eus soulevé la question de privilège, pour modifier les événements qui avaient été prévus et annoncés au gouvernement, je propose, avec l'appui du député de Selkirk (M. Whiteway) . . .

M. l'Orateur: A l'ordre. Je tiens à rappeler au député que nous ne pouvons recevoir cette motion, puisque nous réglons actuellement les affaires courantes. Cependant, nous en viendrons bientôt à l'étude des motions.

M. Goodale: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Pendant que nous en sommes à discuter le programme des travaux de la Chambre, j'aimerais soulever une question dont j'ai déjà parlé la semaine dernière concernant l'étude des mesures d'initiative parlementaire, pour cette semaine. Étant donné le déroulement des choses, le seul moment que nous pourrions consacrer cette semaine aux initiatives parlementaires serait le jeudi après-midi, de 5 à 6 heures. En temps normal, cette heure serait désignée en tant que programme B des initiatives parlementaires, à savoir, l'appel des bills privés, les avis de motions portant production de documents et les bills publics.

Comme je l'ai dit la semaine dernière, après consultation à ce sujet, je pense que la Chambre est d'accord pour étudier une série de bills inscrits au nom de divers députés, au lieu de consacrer cette heure au règlement des affaires courantes. Ces projets de loi concernent certains changements à apporter aux noms des circonscriptions. Je rappelle aux députés qu'il s'agit des projets de loi suivants: bills C-283, C-392, C-393, C-394, C-405, C-406, C-418, C-422, C-427, C-428 et C-429. Il y en a donc 11 au total. La Chambre est d'accord pour examiner ces bills dans l'ordre, jeudi prochain à partir de 5 heures, et leur faire passer toutes les étapes sans débat, de manière à apporter les changements que tous les députés jugent souhaitables. Dans le temps qui nous restera pendant cette heure, jeudi, il est entendu que l'on étudiera le bill C-256 à l'étape du rapport.

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, cela semble parfait, sous réserve d'une question: cette liste exclut-elle le bill inscrit au nom du député de Waterloo-Cambridge (M. Saltsman)?